

## **Congé-maladie : le gouvernement veut faire les poches des agentes et des agents**

Le précédent ministre de la fonction publique avait suscité la colère des agentes et agents publics en annonçant le passage à trois journées de carence des fonctionnaires et la baisse de 10 % de la rémunération des salarié-es placé-es en congé-maladie.

Ces annonces ont largement contribué au nombre très important de grévistes le 5 décembre dernier.

Aujourd'hui, le gouvernement Bayrou sous la pression de cette mobilisation indique renoncer aux trois jours de carence. Mais il persiste à vouloir imposer la baisse de l'indemnisation des congés-maladie ordinaires de 10 %. Les économies ne sont pas à chercher dans la poche des agent-es malades, mais dans les politiques publiques de soutien aux entreprises perfusées d'argent public. Il s'agit avant tout pour le gouvernement de stigmatiser les agentes et agents des services publics.

Cette mesure qui vise à aligner la situations des agent-es sur les 30 % des salarié-es les moins bien indemnisé-es du secteur privé est injuste. Elle touchera en premier lieu les femmes qui représentent plus de 60 % des salarié-es du secteur public, et contribuera à aggraver encore la crise du recrutement qui touche les services publics.

Solidaires Fonction publique exige que le gouvernement garantisse le maintien

Plus largement, Solidaires Fonction publique revendique :

- la suppression complète de la carence pour les fonctionnaires comme pour les personnels non-titulaires ;
- le maintien à 100 % de la rémunération des fonctionnaires comme des personnels contractuels durant la période initiale de trois mois d'arrêt-maladie.
- la mise en œuvre d'un véritable chantier de l'amélioration des conditions de travail dans toute la fonction publique.

Paris, le 17 janvier 2025